



Le ton politique se durcit. Surtout sur internet

Si les magistrats admettent encore pouvoir jouir de l'espace public sereinement, tous regrettent le ton de certains messages sur les réseaux sociaux.



Sans filtre

Les élus genevois déplorent que l'anonymat en ligne accentue la violence des propos tenus par les internautes à leur égard. L. FORTUNATI

Léa Frischknecht
Collaboration:
Laurence Bézaguet

«Les critiques font partie de la politique, mais l'environnement est devenu plus dur. Et tout le monde doit être conscient que lorsque le ton se fait plus dur, le climat politique s'en ressent.» Tels ont été les mots prononcés par Simonetta Sommaruga le 2 novembre, à l'annonce de son départ du Conseil fédéral. Évoquant son passé poli-

tique et son futur désormais plus orienté vers sa vie de famille, la socialiste a rappelé que, si les Suisses sont généralement fiers de savoir que leurs élus peuvent se déplacer «comme tout le monde» dans l'espace public, les conseillers fédéraux doivent, dans les faits, s'entourer de plus en plus souvent de services de sécurité.

Deux semaines plus tard, «Le Matin Dimanche» révélait d'ailleurs que le conseiller fédéral Alain

Berset a bénéficié, durant la crise du Covid, d'une protection policière renforcée autour de sa résidence secondaire, dans les Alpes vaudoises. Quelle est la situation, à 130 kilomètres de Berne, pour nos élus genevois? Partagent-ils le constat d'un durcissement du climat politique à l'échelle locale?

Pas d'insécurité

Du point de vue de la sécurité personnelle, toutes les personnes in-



terrogées affirment n'avoir rien changé à leurs habitudes. Anne Emery-Torracinta, conseillère d'État à la tête du Département de l'instruction publique (DIP), continue de prendre les transports publics et de faire ses courses comme tout le monde. De même pour son collègue Serge Dal Busco, chargé des Infrastructures (DI), qui assure participer à des événements publics sans crainte particulière.

Même Antonio Hodgers, qui avait pourtant été agressé physiquement au moment du G8 à Genève, alors qu'il était député, ne se sent pas menacé. «Dans la rue, au supermarché ou à la crèche, beaucoup de personnes interagissent avec moi mais sont généralement bienveillantes. Je ne me sens pas moins en sécurité qu'avant», analyse le conseiller d'État chargé du Département du territoire (DT).

Mauro Poggia, lui, se réjouit même que ses relations avec la population n'aient jamais été aussi «courtoises, chaleureuses, voire amicales». «Restent les relations avec les députés, qui sont respectueuses et courtoises en bilatéral mais qui, en séance, peuvent être rudes. Je le mets sur le compte des prochaines élections», ajoute encore le chef du Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS).

Insultes à portée de clic

Tout va bien dans le meilleur des mondes au sein de la Cité de Calvin? Pas tout à fait. Car les interactions les plus dures, voire parfois les plus violentes, nos élus les rencontrent sur la Toile. «J'observe que le climat s'est dégradé, note Marie Barbey-Chappuis, maire de la Ville de Genève. Les réseaux sociaux en sont l'une des causes principales. On y trouve parfois le meilleur, souvent le pire. Et comme politiciens, nous sommes à portée de clic d'insultes et de menaces.»

Le jour de l'annonce du retrait de Simonetta Sommaruga, certains commentaires haineux ont d'ailleurs déferlé sur la Toile. «Il est dans la nature des réseaux sociaux de donner la parole à tous, donc à quiconque, avec les dérapages inévitables que l'on constate», note Mauro Poggia. Si le conseiller d'État n'en dira pas plus à ce sujet, ses mots rappellent inévitablement les commentaires, parfois insultants, qu'il a reçus sur sa page Facebook durant la crise sanitaire. «Une ligne rouge a été franchie», affirmait-il d'ailleurs en janvier au sujet d'un montage photo le parant du costume de Mao Zedong publié par le conseiller national UDC Yves Nidegger.

Commentaires anonymes

Et avant même d'évoquer Facebook, Twitter et consorts, la majorité des élus interrogés soulignent que la plus grande dureté à leur égard vient des plateformes de commentaires de médias. «La violence et la gratuité y sont parfois à tomber par terre, regrette Anne Emery-Torracinta. Je pense qu'elles sont accentuées par la distance et l'anonymat, qui ont un effet de défouloir. Faisant ainsi ressortir ce qu'il y a de plus négatif chez les commentateurs.»

Même constat pour Serge Dal Busco, qui rappelle que, «si les discussions de café du commerce ont toujours existé, il s'agit là d'échanges anonymes et outranciers qui contribuent à une dégradation du climat dans l'espace numérique». «Sur *tdg.ch*, j'ai lu des propos xénophobes, voire l'apologie de l'assassinat de mon père. Ce qui avait, à l'époque, beaucoup ému ma mère, rappelle Antonio Hodgers. La libération de la parole sous anonymat est un vrai problème.»

Distance avec les réseaux

Alors, face à ces déferlements, certains élus ont décidé de prendre un peu de distance avec les réseaux sociaux, à l'image de Serge Dal Busco. «J'y assurais un service minimum auparavant, mais maintenant, plus vraiment. On se confronte toujours aux mêmes cercles fermés qui rabâchent les mêmes critiques et j'ai de plus en plus de mal à voir la valeur ajoutée de ces plateformes, qui n'améliorent nullement la sérénité du débat.»

Le conseiller d'État n'est toutefois pas fermé au dialogue, au contraire. «Je suis souvent interpellé dans l'espace public par des personnes qui veulent me donner leur avis, notamment sur la politique de mobilité. Mais même quand les gens ne sont pas contents, le ton reste toujours correct. On peut débattre de tout dans le fond, mais il faut faire attention à la forme.»

Garder les pieds sur terre

«Je crains que l'image du conseiller fédéral seul sur le quai de la gare appartienne au passé», déplore Marie Barbey-Chappuis. Pour d'autres élus, la situation n'est pas si grave, mais en péril. «Même si les conseillers fédéraux sont aujourd'hui plus protégés, j'espère que nous pourrions continuer à garantir cette particularité suisse», déclare Anne Emery-Torracinta.

Pour Antonio Hodgers, cette spécificité helvétique est une expression de la démocratie. «Dans d'autres pays, l'agressivité est telle qu'elle pousse les élus à s'isoler, à se créer une carapace et à s'éloigner de la réalité. Pour moi, il faut lutter pour que l'élu garde le sens des mesures et les pieds sur terre. Et cela passe par une certaine normalité dans l'espace public, dans l'idéal sans protection.»



«Nous n'avons pas non plus atteint le niveau de conflit et de polarisation des États-Unis»

● Professeur de science politique et doyen de la Faculté des sciences de la société à l'Université de Genève, Pascal Sciarini estime que, si le ton se durcit en Suisse, la situation est loin d'être aussi conflictuelle que dans d'autres démocraties. Interview.

Constatez-vous que le climat politique est plus dur aujourd'hui?

Oui, le climat est aujourd'hui plus sensible, polarisé et conflictuel. On l'a vu notamment lors de certaines campagnes référendaires durant lesquelles des élus politiques ont été menacés de mort. C'est inhabituel en Suisse.

Toutefois, si l'on compare, nous n'avons pas atteint le niveau de conflit et de polarisation d'autres pays tels que les États-Unis, où on ne se parle plus du tout entre les deux camps. Et où les réseaux sociaux représentent aujourd'hui des bulles fermées sur elles-mêmes où l'on ne trouve plus que des messages de notre propre bord politique. Impliquant tensions, *fake news* et menaces contre les politiciens.

Comment expliquer cette situation?

On peut lier ces tensions aux nouveaux modes de campagne sur les réseaux sociaux. S'ils permettent davantage d'interactions directes entre les individus et les élus, ces échanges ne

sont pas cadrés. Or, auparavant, partis et syndicats canalisait le débat, faisant office d'intermédiaires entre la base et les élus. Aujourd'hui, les prises de position ne sont ni filtrées ni canalisées, et la conflictualité est donc plus élevée.

Nous restons toutefois dans un système où la négociation et le respect des autres restent des valeurs importantes. Le durcissement est moins marqué qu'ailleurs grâce à notre système de partage de pouvoir, la concordance, le fédéralisme et la démocratie directe.

Est-ce la fin du modèle suisse des élus pouvant vivre «comme tout le monde»?

Le temps où l'on pouvait croiser Ruth Dreifuss à la Migros est peut-être révolu, oui, et ça me paraît être une évolution contre laquelle il est difficile d'aller. À Genève, ces changements sont également possibles. On a vu des échanges assez vifs sur les stands PLR aux élections communales, notamment car certaines personnes en voulaient à Pierre Maudet. Avec les réseaux sociaux qui permettent de s'exprimer publiquement, la population se sent plus légitime de s'adresser directement aux politiques, souvent dans le sens de la critique. Ce qui est, finalement, un paradoxe. Avant, les élus étaient plus accessibles dans l'espace public mais on osait moins leur dire leurs quatre vérités. **LFR**